



La Commune



Bravitude, inquiétude

inquiétude | Éditorial

Nous sommes d'accord sur un point (et un seul) avec le porte-parole du PS, Julien Dray : Parlant de l'intronisation de Nicolas Sarkozy, élu dimanche dernier candidat de l'UMP à l'élection présidentielle, il a déclaré : " *Derrière le spectacle médiatique organisé, Nicolas Sarkozy vient de prononcer un discours extrêmement inquiétant pour nos concitoyens et notre pays* ". Sarkozy a de quoi inquiéter les salariés de ce pays, en effet !

Il a, depuis des mois, annoncé la couleur : privatisations accélérées, service minimum en cas de grève dans les services publics, poursuite et aggravation des réformes de la sécurité sociale et des retraites (allongement de la durée de travail jusqu'à 65 ans), mesures liberticides et expulsions d'immigrés à tour de bras. Oui, il y a lieu d'appréhender une éventuelle victoire de Sarkozy.

Seulement, voilà : l'élection de Ségolène Royal serait-elle de nature à rassurer les travailleurs, les jeunes, les retraités, les immigrés et leurs familles ?

La vérité commande de constater et de dire qu'il n'y a pas un domaine où le programme de l'un n'est pas la copie conforme du programme de l'autre.

Le Monde, pro-Royal, doit le constater, le 14 janvier : " *Le candidat de l'UMP ne s'est pas contenté de faire référence à la " grande voix " de Jaurès. Il a parlé de la " valeur travail " comme jamais Chirac ne l'avait fait, même en 1995 au temps de la " fracture sociale ". Or, ce thème est aussi celui de Ségolène Royal qui veut rompre avec l'assistanat et réhabiliter la valeur travail [...]* ".

Traduisons : limitation ou suppression des aides sociales et acquis sociaux, allongement de la durée du temps de travail, etc.

Nous mettons au défi quiconque de nous démontrer en quoi le programme du PS et celui de sa candidate se différencie par une volonté de défendre les salariés. Même volonté de poursuivre les privatisations, dans la continuité de celles réalisées par Jospin et la gauche plurielle, même intention de s'en prendre aux retraites et à la protection sociale, même politique répressive à l'égard de l'immigration (expliquer qu'on va expulser " humainement ", ça ne mange pas de pain), même volonté affichée d'imposer un Traité constitutionnel rejeté par une majorité de Français mais approuvé par 60 % du PS.

On nous objectera : oui, mais la gauche n'est pas identifiable à la droite, donc Royal ne peut pas être mise sur le même plan que Sarkozy. Certes, mais justement : que vaut une gauche qui applique une politique de droite ?

En quoi les licenciements de Vilvorde, la privatisation de France-Télécom, la signature des traités de Nice et de Barcelone, l'interdiction par des maires PS des centre-villes aux SDF (comme à Tours), la mise en place de la décentralisation, l'invention et l'installation des camps de rétention pour immigrés, le blocage des salaires, en quoi tout ceci, mis en place par le PS et la gauche plurielle, se différencie-t-il de la politique pro-MEDEF du gouvernement actuel et de Sarkozy ? Y aurait-il des licenciements, des délocalisations de gauche et d'autres de droite ?

Faut-il rappeler à ceux qui sont si pointilleux sur les étiquettes des uns et des autres que nos grands donneurs de leçons ont appelé, un certain 5 mai 2002, à voter Chirac sous le prétexte de l'épouvantail Le Pen ?

Décidément, non, les travailleurs qui redoutent à juste titre Sarkozy n'ont rien à attendre de bon de Royal et de son parti. Rien de favorable aux salariés ne sortira des urnes, au second tour des élections présidentielles. Nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes et sur l'action ouvrière indépendante, n'en déplaise à ceux qui trouvent ringardes ces formules qui sont loin de l'être.

Modifié le vendredi 19 janvier 2007

Voir aussi dans la catégorie Editoriaux

Personne ne nous représente !

Rarement la lutte de classes n'aura autant encadré les élections. Rarement le rejet des partis institutionnels n'aura été aussi fort comme en atteste l'explosion de l'abstention ouvrière... »

Explosions spontanées et débouchés politiques

Toute la situation porte en elle les germes d'une crise révolutionnaire. Sous les coups de butoir de la lutte de classes, la Ve République, ses institutions, ses partis, sont dans un état de... »



La gifle et la manifestation du 12 juin 2021

La gifle assénée à Macron a la vertu de sa clarté corporelle. Peu importe celui qui la lui a donnée : elle illustre de manière cinglante l'exaspération et le ras-le-bol de la population face... »

Un récent rapport de trois économistes du Fonds Monétaire International (FMI)¹ a mis en lumière le lien déjà connu entre épidémies et « troubles sociaux ». »

Notre priorité absolue : un plan d'urgence contre le chômage, la pauvreté et Macron !

Laurent Saint-Martin, député LREM du Val-de-Marne et rapporteur du budget, l'affirme : « les réformes restent d'actualité ». E il précise : « c'est juste le calendrier qui est repensé... »



Ils ne couvriront pas notre colère. Macron, dehors !

Depuis maintenant sept mois, Macron et son gouvernement font la démonstration quotidienne de leur incompétence, de leur irresponsabilité, et de leur incapacité à sortir de la crise sanitaire... »
